

## *Comprendre le capitalisme actuel* *Michel Husson*



**Michel Husson,**  
*Comprendre  
le capitalisme actuel*

samedi 14  
octobre 2006,  
de 14 h à 16 h,  
Université Paris 1  
(Sorbonne),  
salle Cavaillès  
17, rue de la Sorbonne  
75005 Paris  
M° Cluny-Sorbonne  
entrée libre et gratuite  
dans la limite des places  
disponibles

Marx au XXI<sup>e</sup> siècle  
2006-2007  
Séminaire organisé dans le cadre  
des activités du CERSM  
(université Paris 1, dir. J. Salein),  
avec le soutien du CERPHI  
(ENS-LSH, dir. P.-F. Moreau)  
et de la revue *ContreTemps*  
(Textuel)  
<http://seminarx.free.fr>

Hiérarchie !

Ce texte reprend deux contributions publiées dans « Le marxisme face au capitalisme contemporain », *Cahiers de critique communiste*, 2004. Il cherche à éclairer cette question : dans quelle mesure les apports de Marx peuvent-ils permettre de mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme contemporain ?

Se réclamer de travaux datant du XIX<sup>e</sup> siècle pour analyser la réalité d'aujourd'hui expose évidemment au reproche de sombrer dans un archaïsme dogmatique. Une telle objection est légitime, mais à deux conditions qui méritent d'être précisées. En premier lieu, il ne s'agit pas de dire que les outils conceptuels de Marx peuvent être mobilisés tels quels et que leur usage dispense de toute analyse concrète : par définition, la méthode marxiste interdit de telles facilités. Ensuite, le procès en archaïsme ne peut être mené qu'en s'appuyant sur deux postulats, dont un seul suffirait d'ailleurs à rendre caduque la référence marxienne.

Premier postulat : le capitalisme d'aujourd'hui est qualitativement différent de celui dont disposait Marx comme objet d'étude. Ses analyses pouvaient être utiles pour comprendre le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, mais ont été rendues obsolètes par les transformations intervenues depuis lors dans les structures et les mécanismes du capitalisme.

Second postulat : la science économique a accompli des progrès qualitatifs, voire opéré des changements de paradigme irréversibles. Dans ce cas, l'analyse marxiste est rendue obsolète, non pas tant en raison des transformations de son objet, mais des progrès de la science économique.

Pour justifier le recours à l'appareil conceptuel marxiste, il faut donc remettre en cause l'un et l'autre de ces postulats. Comme ce n'est pas la fonction de ce texte, on se bornera ici à esquisser la démonstration. Il faut commencer par récuser la conception de

la « science économique » comme une science, et en tout cas comme une science unifiée et progressant linéairement. Contrairement par exemple à la physique, les paradigmes de l'économie continuent à coexister de manière conflictuelle, comme ils l'ont toujours fait. L'économie dominante actuelle, dite néo-classique, est construite sur un paradigme qui ne diffère pas fondamentalement de celui d'écoles pré-marxistes ou même pré-classiques. Le débat théorique triangulaire entre l'économie « classique » (Ricardo), l'économie « vulgaire » (Say ou Malthus) et la critique de l'économie politique (Marx) continue à peu près dans les mêmes termes. Les rapports de forces qui existent entre ces trois pôles ont évolué, mais pas selon un schéma d'élimination progressive de paradigmes qui tomberaient peu à peu dans le champ pré-scientifique. L'économie dominante ne domine pas en raison de ses effets de connaissance propres mais en fonction des rapports de force idéologiques et politiques plus généraux. Pour ne prendre qu'un exemple, on peut évoquer le débat contemporain sur les « trappes à chômage » : des indemnités trop généreuses décourageraient les chômeurs de reprendre un emploi et seraient l'une des causes principales de la persistance du chômage. Or, ce sont exactement les mêmes arguments que ceux qui étaient avancés en Grande-Bretagne pour remettre en cause la loi sur les pauvres (en 1832). Il s'agit d'une question sociale qu'aucun progrès de la science n'est venu trancher.

Quand au second postulat, il faut le récuser également. Le capitalisme contemporain n'est évidemment pas similaire, dans ses formes d'existence, à celui que connaissait Marx. Mais les structures principales de ce système sont restées invariantes, et on peut même soutenir au contraire que le capitalisme contemporain est plus proche d'un fonctionnement « pur » que ne l'était celui des « Trente Glorieuses ».

Si ce double point de vue est adopté (absence de progrès cumulatifs de la « science » économique et invariance des structures capitalistes) il devient licite d'appliquer les schémas marxistes aujourd'hui. Mais cela ne suffit pas : on ne peut se satisfaire d'une version affaiblie du dogmatisme qui consisterait à faire entrer plus ou moins de force la réalité d'aujourd'hui dans un cadre conceptuel marxien. Il faut encore montrer qu'on en tire un bénéfice, une plus-value, et que l'on réussit mieux à comprendre le capitalisme actuel. C'est ce que la suite de ce texte essaie de faire autour de deux questions essentielles (qui ne se situent d'ailleurs pas au même niveau d'abstraction théorique) : la valeur et l'accumulation.

## **A quoi sert la théorie de la valeur ?**

La théorie de la valeur-travail est au cœur de l'analyse marxiste du capitalisme. Il est donc normal de commencer par elle si l'on veut évaluer l'utilité de l'outil marxiste pour la compréhension du capitalisme contemporain. Il n'est pas question ici d'exposer cette théorie dans tous ces développements<sup>1</sup>. On peut après tout la résumer très succinctement autour d'une idée centrale : c'est le travail humain qui est la seule source de création de valeur. Par valeur, il faut entendre ici la valeur monétaire des marchandises produites

---

<sup>1</sup> pour un exposé synthétique, on peut se reporter au chapitre 1 de la brochure de Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme* <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>.

sous le capitalisme. On se trouve alors confronté à cette véritable énigme, que les transformations du capitalisme n'ont pas fait disparaître, d'un régime économique où les travailleurs produisent l'intégralité de la valeur mais n'en reçoivent qu'une fraction sous forme de salaires, le reste allant au profit. Les capitalistes achètent des moyens de production (machines, matières premières, énergie, etc.) et de la force de travail ; ils produisent des marchandises qu'ils vendent et se retrouvent au bout du compte avec plus d'argent qu'ils n'en ont investi au départ. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient de cette production. C'est ce constat qui sert de définition dans les manuels.

Mais le mystère reste entier. Si j'achète des marchandises dans un magasin et que j'essaie de les revendre plus cher, je n'y arriverai pas, à moins de voler, d'une manière ou d'une autre, mon client, ou de faire de la contrebande : une société ne peut être durablement fondée sur la tromperie et le détournement. Au contraire, le capitalisme fonctionne normalement à partir d'une série d'échanges égaux : à un moment donné, le capitaliste paie des fournitures et ses salariés au prix du marché. Sauf situation exceptionnelle, le salarié reçoit une rétribution de son travail conforme au « prix du marché », même si, par la lutte sociale, il cherche à faire augmenter ce prix.

C'est autour de cette question absolument fondamentale que Marx ouvre son analyse du capitalisme dans *Le Capital*. Avant lui les grands classiques de l'économie politique, comme Smith ou Ricardo, procédaient autrement, en se demandant ce qui réglait le prix relatif des marchandises : pourquoi, par exemple, une table vaut-elle le prix de cinq pantalons ? Très vite, la réponse qui s'est imposée consiste à dire que ce rapport de 1 à 5 reflète plus ou moins le temps de travail nécessaire pour produire un pantalon ou une table. C'est ce que l'on pourrait appeler la version élémentaire de la valeur-travail. Ensuite, ces économistes - que Marx appelle classiques et qu'il respecte (à la différence d'autres économistes qu'il baptisera « vulgaires ») - cherchent à décomposer le prix d'une marchandise. Outre le prix des fournitures, ce prix incorpore trois grandes catégories, la rente, le profit et le salaire. Cette formule « trinitaire » semble très symétrique : la rente est le prix de la terre, le profit le prix du capital, et le salaire est le prix du travail. D'où la contradiction suivante : d'un côté, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail nécessaire à sa production ; mais, d'un autre côté, elle ne comprend pas que du salaire. Cette contradiction se complique quand on remarque, comme le fait Ricardo, que le capitalisme se caractérise par la formation d'un taux général de profit, autrement dit que les capitaux tendent à avoir la même rentabilité quelle que soit la branche dans laquelle ils sont investis. Ricardo se cassera les dents sur cette difficulté.

Marx propose sa solution, qui est à la fois géniale et simple (au moins *a posteriori*). Il applique à la force de travail, cette marchandise un peu particulière, la distinction classique, qu'il fait sienne, entre valeur d'usage et valeur d'échange. Le salaire est le prix de la force de travail qui est socialement reconnu à un moment donné comme nécessaire à sa reproduction. De ce point de vue, l'échange entre le vendeur de force de travail et le capitaliste est en règle générale un rapport égal. Mais la force de travail a cette propriété particulière - c'est sa valeur d'usage - de produire de la valeur. Le capitaliste s'approprie l'intégralité de cette valeur produite, mais n'en paie qu'une

partie, parce que le développement de la société fait que les salariés peuvent produire durant leur temps de travail une valeur plus grande que celle qu'ils vont récupérer sous forme de salaire. Faisons comme Marx, dans les premières lignes du *Capital*, et observons la société comme une « *immense accumulation de marchandises* » toutes produites par le travail humain. On peut en faire deux tas : le premier tas est formé des biens et services de consommation qui reviennent aux travailleurs ; le second tas, qui comprend des biens dits « de luxe » et des biens d'investissement, correspond à la plus-value. Le temps de travail de l'ensemble de cette société peut à son tour être décomposé en deux : le temps consacré à produire le premier tas est appelé par Marx le travail nécessaire, et c'est le surtravail qui est consacré à la production du second tas.

Cette représentation est au fond assez simple mais, pour y parvenir, il faut évidemment prendre un peu de recul et adopter un point de vue social. C'est précisément ce pas de côté qu'il est si difficile de faire parce que la force du capitalisme est de proposer une vision de la société qui en fait une longue série d'échanges égaux. Contrairement au féodalisme où le surtravail était physiquement perceptible, qu'il s'agisse de remettre une certaine proportion de la récolte ou d'aller travailler un certain nombre de jours par an sur la terre du seigneur, cette distinction entre travail nécessaire et surtravail devient opaque dans le capitalisme, en raison même des modalités de la répartition des richesses et d'une très profonde division sociale du travail. Or, ce dispositif fonctionne encore aujourd'hui et même, avec la financiarisation, sous une forme exacerbée.

### **La finance permet-elle de s'enrichir en dormant ?**

L'euphorie boursière et les illusions créées par la « nouvelle économie » ont donné l'impression que l'on pouvait « s'enrichir en dormant », bref que la finance était devenue une source autonome de valeur. Ces fantasmes typiques du capitalisme n'ont rien d'original, et on trouve dans Marx tous les éléments pour en faire la critique, notamment dans ses analyses du Livre 2 du *Capital* consacrées au partage du profit entre intérêt et profit d'entreprise. Marx écrit par exemple que : « *dans sa représentation populaire, le capital financier, le capital rapportant de l'intérêt est considéré comme le capital en soi, le capital par excellence* ». Il semble en effet capable de procurer un revenu, indépendamment de l'exploitation de la force de travail. C'est pourquoi, ajoute Marx, « *pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter le capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine, puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit et octroie au résultat du procès de production capitaliste - séparé du procès lui-même - une existence indépendante* ».

L'intérêt, et en général les revenus financiers, ne représentent pas le « prix du capital » qui serait déterminé par la valeur d'une marchandise particulière, comme ce peut être le cas du salaire pour la force de travail ; il est une clé de répartition de la plus-value entre capital financier et capital industriel. Cette vision « soustractive », où l'intérêt est analysé comme une ponction sur le profit s'oppose totalement à la vision de l'économie dominante, celle que Marx qualifiait déjà de « vulgaire », et qui traite de la répartition du revenu selon une logique additive. Dans la vision apologétique de cette branche de l'économie, la société est un marché généralisé où chacun vient avec ses « dotations »,

pour offrir sur les marchés ses services sous forme de « facteurs de production ». Certains offrent leur travail, d'autres de la terre, d'autres du capital, etc. Cette théorie ne dit évidemment rien des bonnes fées qui ont procédé à l'attribution, à chaque « agent », de ses dotations initiales, mais l'intention est claire : le revenu national est construit par agrégation des revenus des différents « facteurs de production » selon un processus qui tend à les symétriser. L'exploitation disparaît, puisque chacun des facteurs est rémunéré selon sa contribution propre.

Ce type de schéma a des avantages mais présente aussi bien des difficultés. Par exemple, des générations d'étudiants en économie apprennent que « le producteur maximise son profit ». Mais comment ce profit est-il calculé ? C'est la différence entre le prix du produit et le coût des moyens de production, donc les salaires mais aussi le « coût d'usage » du capital. Ce dernier concept relativement récent résume à lui seul les difficultés de l'opération, puisqu'il dépend à la fois du prix des machines et du taux d'intérêt. Mais si les machines ont été payées et les intérêts versés, quel est ce profit que l'on maximise ? Question d'autant plus intéressante que ce profit, une fois « maximisé » est nul. Et s'il ne l'est pas, il tend vers l'infini, et la théorie néoclassique de la répartition s'effondre, puisque le revenu devient supérieur à la rémunération de chacun des « facteurs ». La seule manière de traiter cette difficulté est, pour l'économie dominante, de la découper en morceaux et d'apporter des réponses différentes selon les régions à explorer, sans jamais assurer une cohérence d'ensemble, qui ne saurait être donnée que par une théorie de la valeur dont elle ne dispose pas. Pour résumer ces difficultés, qui ramènent à la discussion de Marx, la théorie dominante oscille entre deux positions incompatibles. La première consiste à assimiler l'intérêt au profit - et le capital emprunté au capital engagé - mais laisse inexplicit l'existence même d'un profit d'entreprise. La seconde consiste à distinguer les deux, mais, du coup, s'interdit la production d'une théorie unifiée du capital. Toute l'histoire de la théorie économique bourgeoise est celle d'un va-et-vient entre ces deux positions contradictoires, et cette question n'a pas été réglée par les développements de la « science économique ».

La théorie de la valeur est donc particulièrement utile pour traiter correctement le phénomène de la financiarisation. Une présentation largement répandue consiste à dire que les capitaux ont en permanence le choix de s'investir dans la sphère productive ou de se placer sur les marchés financiers spéculatifs, et qu'ils arbitrent entre les deux en fonction des rendements attendus. Cette approche a des vertus critiques, mais elle a le défaut de suggérer qu'il y a là deux moyens alternatifs de gagner de l'argent. En réalité, on ne peut s'enrichir en Bourse que sur la base d'une ponction opérée sur la plus-value, de telle sorte que le mécanisme admet des limites, celles de l'exploitation, et que le mouvement de valorisation boursière ne peut s'autoalimenter indéfiniment.

D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits attendus. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui

montre que cette relation fonctionne relativement bien pour les Etats-Unis<sup>2</sup>. Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit. Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90 : à Paris, le CAC40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. La croissance de la sphère financière et des revenus qu'elle procure, n'est possible qu'en proportion exacte de l'augmentation de la plus-value non accumulée, et l'une comme l'autre admettent des limites, qui ont été atteintes.

### **Fin du travail, et donc de la valeur-travail ?**

L'une des objections classiquement adressée à la théorie de la valeur est que les salaires représentent une fraction de plus en plus réduite des coûts de production (de l'ordre de 20 %). Dans ces conditions, il devient difficile de maintenir que le travail est la seule source de valeur. Cette approche ne résiste cependant pas à l'examen et il suffit de poser cette simple question : à quoi peuvent bien correspondre ces 80 % de coûts non salariaux dans la fabrication d'une automobile ? Si l'on examine les comptes d'une société, on va trouver notamment un poste intitulé achats intermédiaires, qui peut effectivement dépasser la masse salariale. Mais peut-on, surtout si on est marxiste, en rester là, et ne pas examiner de plus près cette rubrique ? On y trouvera par exemple des achats de tôle à l'industrie sidérurgique, ou de pneus, de rétroviseurs, etc. auprès de ce qu'on appelle les équipementiers. S'agit-il pour autant de coûts non salariaux ? Evidemment non, puisque le coût de ces fournitures incorpore lui-même du travail salarié - c'est le B A B A de la théorie de la valeur - et tout simplement de la comptabilité nationale. La baisse des salaires directs correspond également à une externalisation de certains services (de l'entretien à la recherche) ou à la remise à la sous-traitance de certains segments productifs. Il faut donc consolider, et prendre en compte le travail incorporé dans les prix de toutes ces prestations. On obtient alors une part des salaires dans la valeur ajoutée, qui a certes baissé, mais représente aujourd'hui environ 60 % pour l'ensemble des entreprises. Ces chiffres permettent de vérifier que la fixation des patrons sur la masse salariale n'a rien d'irrationnel mais correspond à une conception très pragmatique du rapport d'exploitation, en l'occurrence plus lucide que celle qui consisterait à s'étonner d'un tel acharnement.

### **Pour une théorie de la valeur-connaissance ?**

Les théorisations de la « nouvelle économie » débouchent sur l'idée que les nouvelles technologies rendraient obsolète la valeur-travail. La détermination de la valeur des marchandises par le travail socialement nécessaire à leur production ne correspondrait plus à la réalité des rapports de production. Ce qui est identifié comme réellement nouveau dans la « nouvelle économie », c'est bien cette perte de substance de la loi de

---

<sup>2</sup> Anwar M. Shaikh, « The Stock Market and the Corporate Sector : A Profit-Based Approach », *Working Paper* n°146, The Jerome Levy Economics Institute, September 1995 <http://hussonet.free.fr/shaikh.pdf>.

la valeur qui conduit à une mutation profonde, voire à un autodépassement du capitalisme. Plus précisément, les nouvelles technologies introduiraient quatre grandes transformations dans la production des marchandises : immatérialité, reproductibilité, indivisibilité, et rôle de la connaissance.

Le thème de l'immatérialité porte à la fois sur les processus de travail et le produit lui-même. Une bonne partie des marchandises de la « nouvelle économie » sont des biens et services immatériels, ou dont le support matériel est réduit à sa plus simple expression. Qu'il s'agisse d'un logiciel, d'un film ou d'un morceau de musique numérisés, ou encore mieux d'une information, la marchandise moderne tend à devenir « virtuelle ». Ce constat est exact, au moins partiellement, mais ne conduit pas aux implications théoriques supposées. Il ne peut troubler que les partisans d'un marxisme primitif où, sous prétexte de matérialisme, la marchandise est une chose. La montée des services aura au moins permis de liquider cette forme vétuste d'incompréhension de la forme valeur. Ce qui fonde la marchandise, c'est un rapport social très largement indépendant de la forme concrète du produit. Est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

La reproductibilité et l'indivisibilité d'un nombre croissant de biens et de services remettent en cause leur statut de marchandises. Il s'agit là des formes modernes d'une contradiction fondamentale du capitalisme sur lesquelles on reviendra plus bas. Au préalable, il faut analyser le rôle joué par la connaissance dans les processus productifs, qui mettrait particulièrement à mal la théorie de la valeur-travail. Pour Enzo Rullani<sup>3</sup>, elle est devenue « *un facteur de production nécessaire, autant que le travail et le capital* ». Mais sa mise en valeur obéit à des lois « *très particulières* », si bien que « *le capitalisme cognitif fonctionne de manière différente du capitalisme tout court* ». Par conséquent, « *ni la théorie de la valeur de la tradition marxiste, ni celle libérale, actuellement dominante, ne peuvent rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur* ».

Negri va encore plus loin dans le brouillage du rapport capital-travail : « *Le travailleur, aujourd'hui, n'a plus besoin d'instruments de travail (c'est-à-dire de capital fixe) qui soient mis à sa disposition par le capital. Le capital fixe le plus important, celui qui détermine les différentiels de productivité, désormais se trouve dans le cerveau des gens qui travaillent : c'est la machine-outil que chacun d'entre nous porte en lui. C'est cela la nouveauté absolument essentielle de la vie productive aujourd'hui* »<sup>4</sup>. L'un de ses disciples, Yann Moulier-Boutang, est encore plus catégorique, en affirmant que, dans le capitalisme cognitif, la connaissance « *devient la ressource principale de la valeur* » et « *le lieu principal du procès de valorisation* ».

Prétendre que ces transformations suffisent à bouleverser la théorie de la valeur, c'est ramener celle-ci à un simple calcul en temps de travail. Dans les *Grundrisse*, Marx écrit explicitement le contraire : « *ce n'est ni le temps de travail, ni le travail immédiat*

---

<sup>3</sup> voir Enzo Rullani, « Le capitalisme cognitif : du déjà-vu ? », *Multitudes* n°2, 2000, où figure également un entretien avec Rullani.

<sup>4</sup> Antonio Negri, *Exil*, Editions Mille et une nuits, 1998, p.19.

*effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse »<sup>5</sup>. Citons encore Marx : « l'accumulation du savoir, de l'habileté ainsi que de toutes les forces productives générales du cerveau social sont alors absorbées dans le capital qui s'oppose au travail : elles apparaissent désormais comme une propriété du capital, ou plus exactement du capital fixe ». On voit que l'idée selon laquelle le capital jouit de la faculté de s'approprier les progrès de la science (ou de la connaissance) n'a rien de nouveau dans le champ du marxisme.*

L'une des caractéristiques intrinsèques du capitalisme, la source essentielle de son efficacité, a toujours résidé dans cette incorporation des capacités des travailleurs à sa machinerie sociale. Le capital, explique Marx, « donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté ». C'est en ce sens que le capital n'est pas un parc de machines ou d'ordinateurs en réseau, mais un rapport social de domination. L'analyse du travail industriel a longuement développé ce point de vue. L'analyse de l'oppression des femmes fait jouer un rôle (ou devrait le faire) à la captation par le capital du travail domestique comme facteur de reproduction de la force de travail. L'école publique ne renvoie à rien d'autre qu'à cette forme d'investissement social. L'idée même de distinction entre travail et force de travail repose au fond là-dessus.

### **Les nouvelles marchandises**

Plutôt que par le recours à la « connaissance », le capitalisme contemporain se caractérise, dans un nombre croissant de secteurs, par une structure de coûts particulière :

- une mise de fonds initiale importante et concentrée dans le temps, où les dépenses de travail qualifié occupent une place croissante ;
- une dévalorisation rapide des investissements qu'il faut donc amortir et rentabiliser sur une période courte ;
- des coûts variables de production ou de reproduction relativement faibles ;
- la possibilité d'appropriation à peu près gratuite de l'innovation ou du produit (logiciel, œuvre d'art, médicament, information, etc.).

Tout cela ne devrait pas *a priori* poser de problème particulier : la valorisation du capital passe par la formation d'un prix qui doit couvrir les coûts variables de la production, l'amortissement du capital fixe calculé en fonction de sa durée de vie économique, plus le taux de profit moyen. Quand l'innovation permet de produire moins cher les mêmes marchandises, le premier capital à le mettre en œuvre bénéficie d'une prime, ou d'une rente (une plus-value « extra » disait Marx) qui rétribue

---

<sup>5</sup> Toutes les citations de Marx proviennent des *Fondements de la critique de l'économie politique [Grundrisse]*, Editions Anthropos, 1968, tome 2, p.209-231. Voir aussi *Oeuvres*, Economie II, Gallimard, Pléiade, 1968, p.297-311.

transitoirement l'avance technologique. Ses concurrents vont être amenés à introduire la même innovation, afin de bénéficier eux aussi de ces surprofits, ou tout simplement pour résister à la concurrence.

Une difficulté supplémentaire apparaît chaque fois que les firmes concurrentes peuvent se mettre à niveau à un coût très réduit, car cette possibilité a pour effet de dévaloriser instantanément le capital qui correspondait à la mise de fonds initiale. Une caractéristique du capitalisme contemporain est précisément la reproductibilité à coût très faible d'un nombre croissant de marchandises et c'est une autre caractéristique des marchandises « virtuelles » qui pose des problèmes particuliers aux exigences de rentabilité. De manière stylisée, ces marchandises nécessitent un investissement de conception très lourd, mais leur production est ensuite presque gratuite. Du dernier CD de Michael Jackson à la plus récente molécule anti-Sida, on peut donner de nombreux exemples de cette configuration qui entre en contradiction avec la logique de rentabilisation du capital, en raison d'une autre véritable nouveauté. Une fois que le produit a été conçu, la mise de fond n'est plus nécessaire pour les nouveaux entrants.

Une notion voisine est celle d'indivisibilité, pour reprendre l'expression utilisée à propos des services publics. Elle s'applique bien à l'information : une fois celle-ci produite, sa diffusion ne prive personne de sa jouissance, contrairement par exemple à un livre que je ne peux lire si je l'ai donné ou prêté. Dans la mesure où les nouvelles technologies introduisent une telle logique, elles apparaissent comme contradictoires avec la logique marchande capitaliste. Potentiellement, le capitalisme ne peut plus fonctionner, en tout cas pas avec ses règles habituelles. Rullani a raison de dire que la valeur de la connaissance ne dépend pas de sa rareté mais « *découle uniquement des limitations établies, institutionnellement ou de fait, à l'accès de la connaissance* ». Pour valoriser cette forme de capital, il faut paradoxalement « *limiter temporairement la diffusion* » de ce qu'il a permis de mettre au point, ou alors en « *réglementer l'accès* ». L'actualité est remplie d'exemples qui illustrent cette analyse, qu'il s'agisse de Microsoft, de Napster ou des projets de CD non reproductibles pour répondre aux copies pirates. Comme le dit encore Rullani, « *la valeur d'échange de la connaissance est donc entièrement liée à la capacité pratique de limiter sa diffusion libre. C'est-à-dire de limiter avec des moyens juridiques (brevets, droits d'auteur, licence, contrats) ou monopolistes, la possibilité de copier, d'imiter, de « réinventer », d'apprendre les connaissances des autres* ».

Mais admettons même une large diffusion de ce nouveau type de produits potentiellement gratuits. Plutôt que l'émergence d'un nouveau mode de production, l'analyse qui précède montre qu'il faut y voir le creusement d'une contradiction absolument classique entre la forme que prend le développement des forces productives (la diffusion gratuite potentielle) et les rapports de production capitalistes qui cherchent à reproduire le statut de marchandise, à rebours des potentialités des nouvelles technologies. On retrouve ici la description avancée par Marx de cette contradiction majeure du capital : « *d'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après*

*l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux - simples faces différentes du développement de l'individu social - apparaissent uniquement au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont des conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »*

Parce qu'elle oublie ces contradictions entre nouvelles technologies et loi de la valeur, la théorie du « capitalisme cognitif » repose donc sur un contresens fondamental. Elle envisage une nouvelle phase du capitalisme dotée d'une logique spécifique et de nouvelles lois, en particulier dans la détermination de la valeur. Fascinée par son objet, l'école cognitive prête ainsi au capitalisme contemporain une cohérence dont il est bien loin de disposer et se situe à sa manière dans une certaine logique régulationniste qui postule une infinie capacité du capitalisme à se rénover. Dans son dernier livre André Gorz<sup>6</sup>, a une formule qui résume à merveille l'incohérence de ces théories : « *le capitalisme cognitif, c'est la contradiction du capitalisme* ». Les mutations technologiques montrent en effet que ce mode de production est, comme l'envisageait Marx, « *parvenu dans son développement des forces productives à une frontière, passé laquelle il ne peut tirer pleinement partie de ses potentialités qu'en se dépassant vers une autre économie* ».

C'est donc le capitalisme, et non ses analyses marxistes, qui confine l'économie à la sphère de la valeur d'échange, où la valeur-ricesse n'est là que comme un moyen. Et c'est bien sa faiblesse majeure que d'avoir de plus en plus de mal à donner une forme marchande à des valeurs d'usage nouvelles, immatérielles et potentiellement gratuites. C'est donc sur la base d'un autre contresens que les théoriciens du capitalisme cognitif se réclament de Marx, et particulièrement des pages des *Grundrisse* où il aborde ces questions et que l'on vient de commenter. La conclusion de Marx est en effet que, pour sortir de cette contradiction, « *il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail* ». Et c'est seulement « lorsqu'elle a fait cela » (autrement dit la révolution sociale) que l'on en arrive au point où « *ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse* ».

### **La marchandise contre les besoins**

Le capitalisme d'aujourd'hui se distingue par un projet systématique, voire dogmatique, de transformer en marchandises ce qui ne l'est pas ou ne devrait pas l'être. Un tel projet est doublement réactionnaire : il affirme à la fois la volonté du capitalisme de retourner à son état de nature en effaçant tout ce qui avait pu le civiliser ; il révèle son incapacité profonde à prendre en charge les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

Le capitalisme veut bien répondre à des besoins rationnels et à des aspirations légitimes, comme soigner les malades du Sida ou limiter les émissions de gaz à effet de serre ; mais c'est à la condition que cela passe sous les fourches caudines de la marchandise et du profit. Dans le cas du Sida, le principe intangible est de vendre les médicaments au

---

<sup>6</sup> André Gorz, *L'immatériel*, Galilée, 2003.

prix qui rentabilise leur capital, et tant pis si ce prix n'est abordable que par une minorité des personnes concernées. C'est bien la loi de la valeur qui s'applique ici, avec son efficacité propre, qui n'est pas de soigner le maximum de malades mais de rentabiliser le capital investi. Les luttes qui visent, non sans succès, à contrer ce principe d'efficacité ont un contenu anticapitaliste immédiat, puisque l'alternative est de financer la recherche sur fonds publics et ensuite de distribuer les médicaments en fonction du pouvoir d'achat des patients, y compris gratuitement. Quand les grands groupes pharmaceutiques s'opposent avec acharnement à la production et à la diffusion de médicaments génériques, c'est le statut de marchandises et c'est le statut de capital de leurs mises de fonds qu'ils défendent, avec une grande lucidité.

Il en va de même pour l'eau qui a suscité de nombreuses luttes à travers le monde, et on retrouve la même opposition à propos de cette question écologique fondamentale qu'est la lutte contre l'effet de serre. Là encore, les puissances capitalistes (groupes industriels et gouvernements) refusent le moindre pas vers une solution rationnelle qui serait la planification énergétique à l'échelle planétaire. Ils cherchent des succédanés qui ont pour nom « éco-taxe » ou « droits à polluer ». Il s'agit pour eux de faire rentrer la gestion de ce problème dans l'espace des outils marchands où, pour aller vite, on joue sur les coûts et les prix, au lieu de jouer sur les quantités. Il s'agit de créer de pseudo-marchandises et de pseudo-marchés, dont l'exemple le plus caricatural est le projet de marché des droits à polluer. C'est une pure absurdité qui ne résiste même pas aux contradictions inter-impérialistes, comme l'a montré la dénonciation unilatérale par les Etats-Unis de l'accord de Kyoto, pourtant bien timide.

Dans le même temps, le capitalisme contemporain vise à organiser l'économie mondiale et l'ensemble des sociétés selon ses propres modalités, qui tournent le dos aux objectifs de bien-être. Le processus de constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique et vise au fond l'établissement d'une loi de la valeur internationale. Mais ce projet se heurte à de profondes contradictions, parce qu'il repose sur la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser. Les pays sont alors fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit alors d'un anti-modèle de développement, et ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

C'est enfin la force de travail elle-même que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise. Le projet de « refondation sociale » du Medef exprimait bien cette ambition de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, remarchandiser les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du travail. Ce projet tourne le dos au progrès social qui passe au contraire par la démarchandisation et le temps libre. Il ne faut pas compter ici sur les innovations de la technique pour atteindre cet objectif mais sur un projet radical de transformation sociale qui est le seul moyen de renvoyer la vieille loi de la valeur au rayon des

antiquités. La lutte pour le temps libre comme moyen privilégié de redistribuer les gains de productivité est alors la voie royale pour faire que le travail ne soit plus une marchandise et que l'arithmétique des besoins sociaux se substitue à celle du profit : *« la production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable, antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société à un minimum »*<sup>7</sup>.

## **La théorie de l'accumulation**

La théorie marxiste de l'accumulation et de la reproduction du capital propose un cadre d'analyse de la trajectoire du mode de production capitaliste. Ce dernier est doté d'un principe d'efficacité spécifique, qui ne l'empêche pas de buter régulièrement sur des contradictions (qu'il a jusqu'ici réussi à surmonter). Son histoire lui a fait parcourir différentes phases qui le rapprochent d'une crise systémique, mettant en cause son principe central de fonctionnement, sans qu'il soit pour autant possible d'en déduire l'inéluctabilité de son effondrement final.

Commençons par une apologie paradoxale : le capitalisme est, dans l'histoire de l'humanité, le premier mode de production à faire preuve d'un tel dynamisme. On peut le mesurer par exemple à l'essor sans précédent de la productivité du travail depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui faisait dire à Marx que le capitalisme révolutionnait les forces productives. Cette performance découle de sa caractéristique essentielle, qui est la concurrence entre capitaux privés mus par la recherche de la rentabilité maximale. Cette concurrence débouche sur une tendance permanente à l'accumulation du capital (*« la Loi et les prophètes »* disait Marx), qui bouleverse en permanence les méthodes de production et les produits eux-mêmes et ne se contente pas d'augmenter l'échelle de la production.

Ces atouts ont pour contrepartie des difficultés structurelles de fonctionnement, qui se manifestent par des crises périodiques. On peut repérer deux contradictions absolument centrales qui combinent une tendance à la suraccumulation, d'une part, à la surproduction d'autre part. La tendance à la suraccumulation est la contrepartie de la concurrence : chaque capitaliste tend à investir pour gagner des parts de marché, soit en baissant ses prix, soit en améliorant la qualité du produit. Il y est d'autant plus encouragé que le marché est porteur et la rentabilité élevée. Mais la somme de ces actions, rationnelles quand elles sont prises séparément, conduit presque automatiquement à une suraccumulation. Autrement dit, il y a globalement trop de capacités de production mises en place, et par suite trop de capital pour qu'il puisse être rentabilisé au même niveau qu'avant. Ce qui est gagné en productivité se paie d'une augmentation de l'avance en capital par poste de travail, ce que Marx appelait la composition organique du capital.

---

<sup>7</sup> *Grundrisse*, tome 2, p.222.

La seconde tendance concerne les débouchés. La suraccumulation entraîne la surproduction, en ce sens qu'on produit aussi trop de marchandises par rapport à ce que le marché peut absorber. Ce déséquilibre provient d'une sous-consommation relative, chaque fois que la répartition des revenus ne crée pas le pouvoir d'achat nécessaire pour écouler la production. Marx a longuement étudié les conditions de la reproduction du système, que l'on peut résumer en disant que le capitalisme utilise un moteur à deux temps : il lui faut du profit, bien sûr, mais il faut aussi que les marchandises soient effectivement vendues, de manière à empêcher réellement ce profit, à le « réaliser » pour reprendre le terme de Marx. Il montre que ces conditions ne sont pas absolument impossibles à atteindre mais que rien ne garantit qu'elles soient durablement satisfaites. La concurrence entre capitaux individuels porte en permanence le risque de suraccumulation, et donc de déséquilibre entre les deux grandes « sections » de l'économie : celle qui produit les moyens de production (biens d'investissement, énergie, matières premières, etc.) et celle qui produit les biens de consommation. Mais la source principale de déséquilibre est la lutte de classes : chaque capitaliste a tout intérêt à baisser les salaires de ses propres salariés, mais si tous les salaires sont bloqués, alors les débouchés viennent à manquer. Il faut alors que le profit obtenu grâce au blocage des salaires soit redistribué vers d'autres couches sociales qui le consomment et se substituent ainsi à la consommation des salariés défailante.

Le fonctionnement du capitalisme est donc irrégulier par essence. Sa trajectoire est soumise à deux sortes de mouvement qui n'ont pas la même ampleur. Il y a d'un côté le cycle du capital qui conduit à la succession régulière de booms et de récessions. Ces crises périodiques plus ou moins marquées, font partie du fonctionnement « normal » du capitalisme. Il s'agit de « petites crises » dont le système sort de manière automatique : la phase de récession conduit à la dévalorisation du capital et crée les conditions de la reprise. C'est l'investissement qui constitue le moteur de ces fluctuations en quelque sorte automatiques.

### La théorie des ondes longues

Mais le capitalisme a une histoire, qui ne fait pas que répéter ce fonctionnement cyclique et qui conduit à la succession de périodes historiques, marquées par des caractéristiques spécifiques. La théorie des ondes longues développées par Ernest Mandel<sup>8</sup> conduit au repérage résumé dans le tableau suivant.

Tableau 1. La succession des ondes longues

	phase expansive	phase récessive
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1940/45-1967/73	1968/73- ?
	les « Trente Glorieuses »	« la Crise »

<sup>8</sup> Voir Ernest Mandel, *Long waves of capitalist development*, deuxième édition révisée, Verso, 1995.

Sur un rythme beaucoup plus long, le capitalisme connaît ainsi une alternance de phases expansives et de phases récessives. Cette présentation synthétique appelle quelques précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma généralement attribué - et probablement à tort - à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production<sup>9</sup>. L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est « endogène », en ce sens qu'il résulte du jeu des mécanismes internes du système. Le passage de la phase dépressive à la phase expansive est au contraire exogène, non automatique, et suppose une reconfiguration de l'environnement social et institutionnel. L'idée clé est ici que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel « ordre productif ». Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle semblable au cycle conjoncturel dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe. Voilà pourquoi cette approche ne confère aucune primauté aux innovations technologiques : dans la définition de ce nouvel ordre productif, les transformations sociales (rapport de forces capital-travail, degré de socialisation, conditions de travail, etc.) jouent un rôle essentiel.

Le déroulé des ondes longues a évidemment quelque chose à voir avec le taux de profit. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont se rétablit le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Voilà pourquoi la succession des phases n'est en rien donnée à l'avance. Périodiquement, le capitalisme doit ainsi redéfinir les modalités de son fonctionnement et mettre en place un « ordre productif », qui réponde de manière cohérente à un certain nombre de questions quant à l'accumulation et à la reproduction. Il faut en particulier combiner quatre éléments<sup>10</sup> :

- un mode d'accumulation qui règle les modalités de la concurrence entre capitaux et du rapport capital-travail ;
- la technologie : un type de forces productives matérielles ;
- la régulation sociale : droit du travail, protection sociale, etc. ;
- le type de division internationale du travail.

Le taux de profit est un bon indicateur synthétique de la double temporalité du capitalisme. A court terme, il fluctue avec le cycle conjoncturel, tandis que ses mouvements de long terme résument les grandes phases du capitalisme. La mise en place d'un ordre productif cohérent se traduit par son maintien à un niveau élevé et à peu près « garanti ». Au bout d'un certain temps, le jeu des contradictions fondamentales du système dégrade cette situation, et la crise est toujours et partout marquée par une baisse significative du taux de profit. Celle-ci reflète une double incapacité du capitalisme à reproduire le degré d'exploitation des travailleurs et à assurer la réalisation des marchandises. La mise en place progressive d'un nouvel ordre

---

<sup>9</sup> Nicolas D. Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

<sup>10</sup> pour une présentation plus détaillée, voir Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, déjà cité.

productif se traduit par un rétablissement plus ou moins rapide du taux de profit. C'est de cette manière qu'il nous semble utile de reformuler la loi de la baisse tendancielle du taux de profit : ce dernier ne baisse pas de manière continue mais les mécanismes qui le poussent à la baisse finissent toujours par l'emporter sur ce que Marx appelait les contre-tendances. L'exigence d'une refonte de l'ordre productif réapparaît donc périodiquement.

L'approche marxiste de la dynamique longue du capital pourrait en fin de compte être résumée de la manière suivante : la crise est certaine, mais la catastrophe ne l'est pas. La crise est certaine, en ce sens que tous les arrangements que le capitalisme s'invente, ou qu'on lui impose, ne peuvent supprimer durablement le caractère déséquilibré et contradictoire de son fonctionnement. Seul le passage à une autre logique pourrait déboucher sur une régulation stable. Mais ces remises en cause périodiques qui scandent son histoire n'impliquent nullement que le capitalisme se dirige inexorablement vers l'effondrement final. A chacune de ces « grandes crises », l'option est ouverte : soit le capitalisme est renversé, soit il rebondit sous des formes qui peuvent être plus ou moins violentes (guerre, fascisme), et plus ou moins régressives (tournant néo-libéral). C'est dans ce cadre que l'on doit examiner la trajectoire du capitalisme contemporain.

### **Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme**

La productivité du travail mesure le volume de biens et de services produit par heure de travail et constitue une bonne approximation du degré de développement des forces productives ; elle joue donc un rôle décisif dans la dynamique du capitalisme. Certes, l'analyse marxiste classique décompose le taux de profit en deux éléments : le taux d'exploitation et la composition organique du capital ; mais ces deux grandeurs dépendent à leur tour de la productivité du travail. Le taux d'exploitation dépend de l'évolution du salaire, et l'efficacité du capital de celle du capital par tête, rapportées dans l'un et autre cas à la productivité du travail. De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital.

C'est paradoxalement chez les partisans de la « nouvelle économie » que l'on assiste à une résurgence d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. C'est sur ce raisonnement simpliste qu'a été construit la théorie du « capitalisme patrimonial » avancée par Michel Aglietta<sup>11</sup>. Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non plus sous forme de salaire mais de rémunérations financières.

---

<sup>11</sup> voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

C'est donc dans la plus belle tradition d'un marxisme kominternien que les nouvelles technologies étaient invoquées comme la source automatique de nouveaux profits et même d'un nouveau modèle social. Personne ne songerait évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations dans le domaine de l'information et de la communication, mais ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait justement à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus. Apparemment, le récent cycle de croissance aux Etats-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité. Ce serait la base sur laquelle pourrait s'amorcer une nouvelle phase de croissance longue. Mais ce pronostic se heurte à trois incertitudes. La première porte sur la durabilité du phénomène aux Etats-Unis mêmes : s'agit-il d'un cycle *high tech*, limité dans le temps ? La diffusion des gains de productivité peut-elle gagner l'ensemble des secteurs ? Le second doute, encore plus fort, concerne l'extension possible de ce modèle au reste du monde, dans la mesure où il repose sur la capacité particulière des Etats-Unis à drainer les capitaux en provenance du monde, en contrepartie d'un déficit commercial qui se creuse chaque année. Enfin, et surtout on doit s'interroger sur la légitimité du modèle social, inégalitaire et régressif, associé à ces transformations du capitalisme.

Ces interrogations peuvent être éclairées par un autre constat : le retournement de la « nouvelle économie » provient, très classiquement, d'une baisse du taux de profit. C'est pourquoi un économiste qui a pourtant peu de choses à voir avec le marxisme a pu affirmer : « Marx is back »<sup>12</sup>. Le surcroît de productivité a en effet été chèrement payé par un surinvestissement finalement coûteux, qui a conduit à une augmentation de la composition organique du capital, tandis que le taux d'exploitation finissait par baisser.

### **Gains de productivité et intensification du travail**

Il est une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité, en montrant que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail. Les transformations induites par Internet, pour prendre cet exemple, n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne fait gagner au mieux une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en œuvre une fabrication modulaire, et la viabilité de l'ensemble repose au bout du compte sur la qualité des circuits d'approvisionnement physiques. A partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet, les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. Les gains de productivité ne découlent pas tant du recours à Internet et s'obtiennent en coulisses ; ils dépendent de la capacité à faire travailler les salariés avec des horaires ultra-flexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier. C'est ce qui conduit à présenter la flexibilisation du travail comme un impératif technique.

---

<sup>12</sup> Patrick Artus, *Karl Marx is back*, CDC Flash n°4, janvier 2002 <http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf> .

Bien des analyses du capitalisme contemporain adoptent ainsi une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où les travailleurs du virtuel deviennent l'archétype du salarié du XXI<sup>ème</sup> siècle, alors que la mise en œuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens. Malgré tous les discours grandiloquents sur les *stock options* et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours des rapports de domination. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire le statut de prolétaire, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'un nouveau type de travailleur.

Certes, on peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Pourtant il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de *start-ups* prometteuses sont venues démontrer. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était donc pas en soi une garantie, ni un moyen magique d'échapper aux contraintes de la loi de la valeur.

### **La reproduction difficile**

Pour fonctionner de manière relativement harmonieuse, le capitalisme a besoin d'un taux de profit suffisant, mais aussi de débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Or, cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était *a priori* contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande.

Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de prix relatives induites par les gains de productivité.

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est à nos yeux l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas avant tout parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité - en tant qu'indicateur de profits anticipés - a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud. Dans ces conditions, la distribution de revenus ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité - inférieure ou moins rapidement croissante - vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché adéquat à la structure de l'offre et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlèvement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire sans doute aussi que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut même avancer l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Notre interprétation du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de

l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement contradictoire avec le discours élaboré durant « l'Age d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension en profondeur. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent des Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C'est pourquoi, la période ouverte par le dernier retournement conjoncturel est placée sous le signe d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour paraphraser une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

### **Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?**

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable ? On peut rassembler les éléments de réponse déjà proposés en énonçant de manière synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la reprise de l'accumulation comme conditions immédiates ; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui

achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences de légitimité sociale qui définit un « ordre productif » et garantit la reproduction générale du modèle.

Depuis la contre-révolution néo-libérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ?

La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a pas permis de redresser aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la « nouvelle économie » a en partie comblé l'écart aux Etats-Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais c'est, comme on l'a vu, un rétablissement très limité dans le temps et encore plus dans l'espace. Bref, malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale. L'anticapitalisme peut alors renaître sur la base du manque de légitimité du modèle.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la « deuxième génération » placés sous le signe de l'harmonie spontanée, et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique naturelle de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il suffirait de l'encourager à choisir le bon<sup>13</sup>.

On a déjà signalé que cette approche se distingue également d'une interprétation marxiste trop monocausale faisant du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital. Mais il faut surtout faire un sort aux approches qui donnent une place disproportionnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques, sans que cette mise en relation puisse se ramener à une vision néo-

---

<sup>13</sup> pour une critique de l'école de la régulation, voir Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001 <http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>.

schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » - pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage<sup>14</sup> - mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de prendre ses distances avec un certain scientisme marxiste que les avocats du capitalisme le reprennent à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. Sa prospérité repose dorénavant sur la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à de nouvelles régulations est légitime. Mais il faut ne pas tomber dans l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un « fordisme » mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires : la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité, qui remettent en cause le cœur de la logique capitaliste. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.

---

<sup>14</sup> Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.